Bac Général SVT + SES (Sciences de la vie et de la Terre et Sciences économiques et sociales)

SUJET D'EXAMEN (SESSION OFFICIELLE)

Sciences économiques et sociales - Session 2021

Sujet de l'examen national tel que publié pour la session indiquée. Source : sujets nationaux publiés par le ministère chargé de l'examen et les services académiques. Document mis à disposition par FormaV pour la révision.

Toutes les annales et leurs corrigés : https://bac-svt-ses.fr/annales-sujets-et-corriges

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

ÉPREUVE D'ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ

SESSION 2021

Sciences économiques et sociales

JOUR 1

Durée de l'épreuve : **4 heures**

L'usage de la calculatrice et du dictionnaire n'est pas autorisé.

Dès que ce sujet vous est remis, assurez-vous qu'il est complet.
Ce sujet comporte 15 pages numérotées de 1/15 à 15/15.

Le candidat traite au choix le sujet de dissertation ou l'un des deux sujets d'épreuve composée (sujet A ou sujet B).

Il indique sur sa copie le sujet choisi.

Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- *de répondre à la question posée par le sujet ;*
- *de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;*
- *de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;*
- *de rédiger, en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique approprié à la question et en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

Ce sujet comporte quatre documents.

Quel est le rôle du progrès technique dans le processus de croissance économique ?

DOCUMENT 1

Croissance du PIB (en pourcentage) et contributions à cette croissance

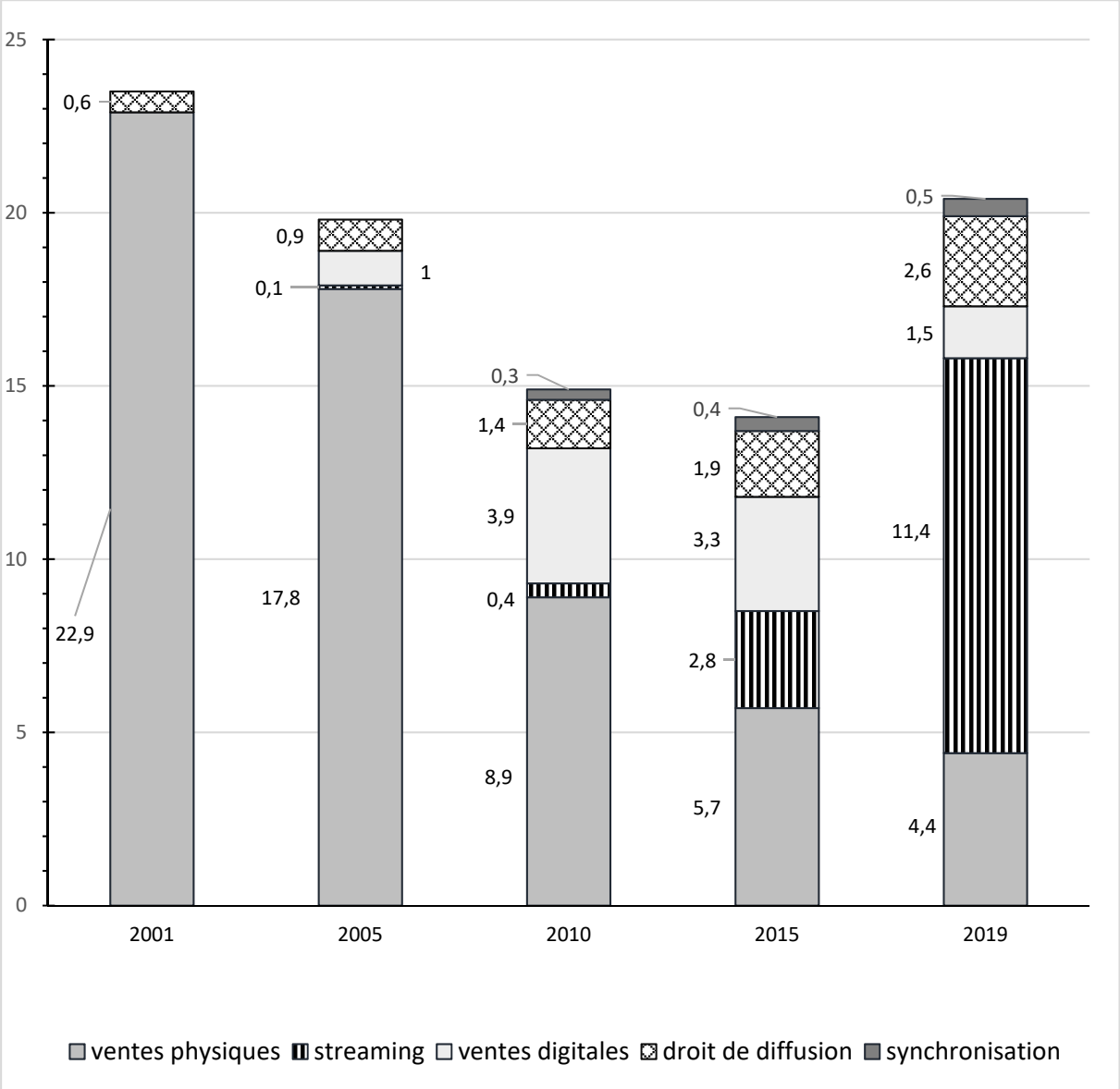
Contributions en points de % à la croissance économique de l'année		2010	2012	2014	2016	2018
France	**croissance du PIB en %**	**1,9**	**0,3**	**1,0**	**1,2**	**1,8**
	facteur travail	0,5	0,0	0,0	0,6	0,2
	facteur capital	0,5	0,6	0,6	0,7	0,8
	Productivité globale des facteurs	0,9	-0,3	0,4	-0,1	0,8
Japon	**croissance du PIB en %**	**4,1**	**1,5**	**0,3**	**0,5**	**0,3**
	facteur travail	0,6	0,4	0,2	0,4	-0,0
	facteur capital	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
	Productivité globale des facteurs	3,4	1,0	-0,1	-0,1	0,2
Corée	**croissance du PIB en %**	**6,6**	**2,3**	**3,1**	**2,9**	**2,6**
	facteur travail	0,6	0,7	0,6	0,1	-0,6
	facteur capital	1,4	1,4	1,3	1,3	1,2
	Productivité globale des facteurs	4,7	0,3	1,2	1,5	2,0
Royaume-Uni	**croissance du PIB en %**	**2,0**	**1,5**	**2,6**	**2,0**	**1,4**
	facteur travail	-0,3	1,5	2,2	1,9	0,7
	facteur capital	0,7	0,6	0,6	0,6	0,5
	Productivité globale des facteurs	1,6	-0,5	-0,1	-0,5	0,2

Source : D'après OCDE, 2020.

Note : la somme des différentes contributions n'est pas toujours parfaitement égale à la croissance du PIB en raison des arrondis.

DOCUMENT 2

Les revenus de l'industrie musicale mondiale par types de diffusion en 2019, en milliards de dollars



Source : D'après Fédération Internationale de l'Industrie Phonographique (IFPI), *Global music report*, 2020.

Note : les ventes physiques de l'industrie musicale correspondent aux ventes de supports musicaux comme les CD ou les vinyles ; le streaming désigne l'écoute musicale en flux continu par abonnement à des plateformes ; les ventes digitales renvoient à l'achat et au téléchargement en ligne de titres musicaux ; les droits de diffusion proviennent des diffusions en radio et espaces publics ; la synchronisation désigne les revenus issus de l'usage des musiques dans des publicités, des films, des jeux…

DOCUMENT 3

Montant des fonds investis dans le capital-innovation[1] en France

En Millions d'Euros	**Fonds investis dans le capital-innovation**
2004	396
2005	481
2006	536
2007	677
2008	758
2009	587
2010	605
2011	597
2012	443
2013	642
2014	626
2015	758
2016	874
2017	1224
2018	1619

Source : *Tableau de l'Économie Française,* INSEE, 2020.

1 : Capital-innovation : financement destiné au premier développement d'un produit et à sa première commercialisation lorsqu'une entreprise est en phase de création ou au début de son activité.

DOCUMENT 4

Évolution de la répartition des dépenses de recherche et développement en France

	1995	2000	2005	2010	2017 (p)
Dépense intérieure de recherche et développement (DIRD) en millions d'euros, dont :	**27 302**	**30 954**	**36 228**	**43 469**	**50 619**
exécution par les administrations [1]	10 653	11 605	13 725	16 014	17 585
exécution par les entreprises	16 649	19 348	22 503	27 455	33 034
Part des entreprises dans la DIRD (en %)	61,0	62,5	62,1	63,2	65,3
Part de la DIRD dans le PIB (en %)	2,2	2,1	2,1	2,2	2,2

Source : INSEE, 2020.

1 : Les administrations comprennent notamment les ministères et les services ministériels, les établissements d'enseignement supérieur et de recherche, les centres hospitaliers universitaires, les institutions sans but lucratif.

ÉPREUVE COMPOSÉE - SUJET A

Cette épreuve comprend trois parties :

Partie 1 - Mobilisation des connaissances : il est demandé au candidat de répondre à la question en faisant appel à ses connaissances acquises dans le cadre du programme.
Partie 2 - Étude d'un document : il est demandé au candidat de répondre aux questions en mobilisant ses connaissances acquises dans le cadre du programme et en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse, de collecte et de traitement de l'information.
Partie 3 - Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire : il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- *en développant un raisonnement ;*
- *en exploitant les documents du dossier ;*
- *en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
- *en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

II sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances *(4 points)*

Présentez un mécanisme montrant comment les politiques macroéconomiques de soutien de la demande globale permettent de lutter contre le chômage.

Deuxième partie : Étude d'un document *(6 points)*

Répartition du total des échanges manufacturiers par filière et type de commerce en Allemagne, en % du total des échanges de la filière, moyennes 2015-2017

Filières	Commerce interbranche	Commerce intrabranche	
		avec différence de qualité (prix d'échange différents)	avec différence de variété (prix d'échange similaire)
Total	39,8	45,8	13,7
Alimentaire	47,9	35,8	16,2
Textile	30,8	50,7	18,3
Bois, papiers	39,2	46,7	13,8
Chimique	38,9	46,9	13,1
Sidérurgique	52,8	28,4	18,6
Non ferreux	48,0	26,7	24,9
Mécanique	41,4	46,0	12,0
Véhicules	43,4	41,6	14,8
Electrique	29,1	56,5	13,3
Electronique	32,0	55,2	10,7

Source : Les Profils Pays du CEPII, Novembre 2019.

Lecture : en Allemagne, 16,2 % des échanges croisés de la filière alimentaire s'apparentent à un commerce intrabranche lié à une différence de variété des produits, les prix des produits importés et exportés étant similaires ; 35,8 % sont liés à une différence de degré de qualité, les prix d'échange étant différents.

Note : le total d'une ligne ne fait pas 100, certaines données n'ayant pu être affectées à une forme de commerce.

Questions :

1. Comparez les échanges commerciaux d'importation et d'exportation des filières sidérurgiques et électroniques en Allemagne. (*2 points*)
2. À l'aide du document, montrez que la différenciation des produits est une explication du commerce entre pays comparables. (*4 points*)

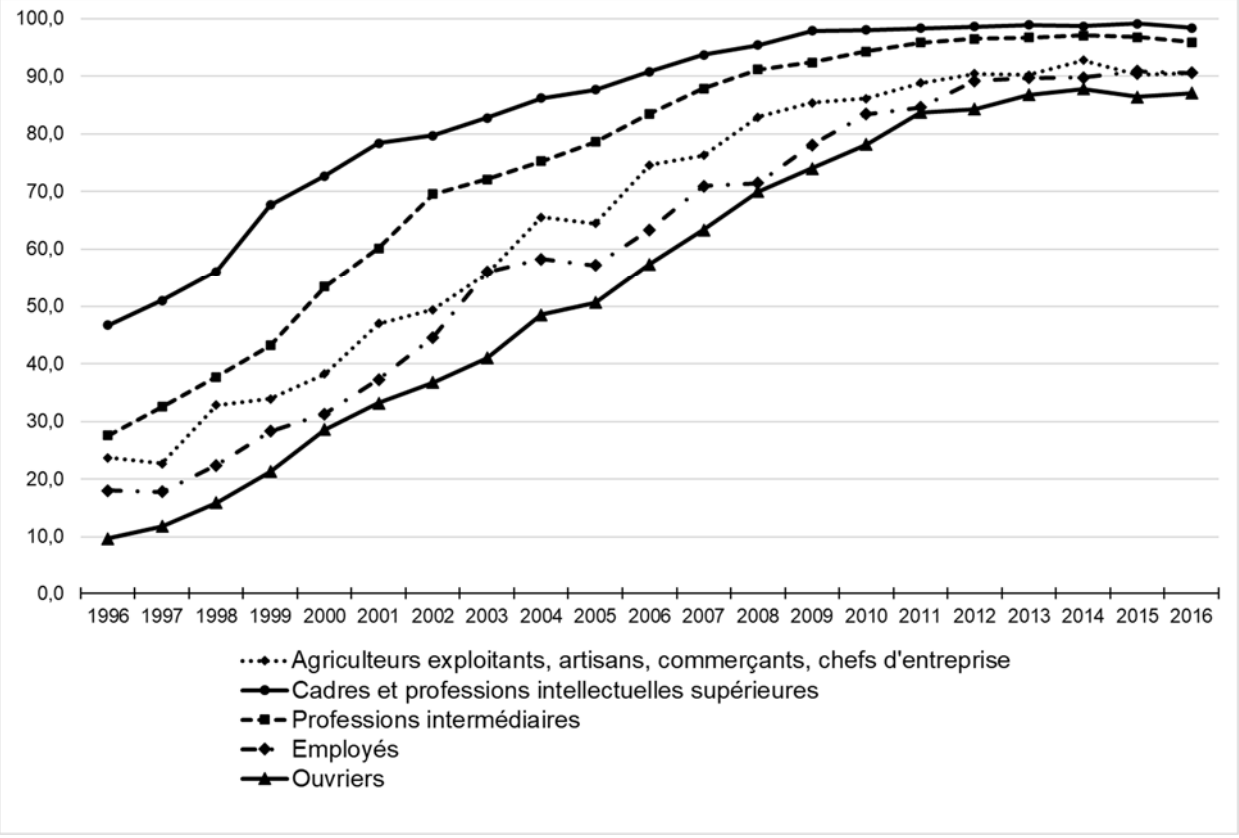
Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire ***(10 points)***

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que l'approche en termes de classes sociales peut être remise en cause pour rendre compte de la société française actuelle.

DOCUMENT 1

Taux d'équipement des ménages en micro-ordinateur (y compris portable) en France, en pourcentage, entre 1996 et 2016, selon la catégorie socio-professionnelle



Champ : ensemble des ménages en France métropolitaine.

Source *:* « Équipement des ménages 1996-2016 »*, Insee Résultats*, INSEE, 2017.

DOCUMENT 2

Dans la nomenclature socioprofessionnelle de l'INSEE, le groupe socio-professionnel (GSP) vise à décrire des groupes réels, dont les membres partagent un sentiment d'appartenance collective : « Les personnes appartenant à une même catégorie sont présumées être susceptibles d'entretenir des relations personnelles entre elles, avoir souvent des comportements et des opinions analogues, se considérer elles-mêmes comme appartenant à une même catégorie et être considérées par les autres comme appartenant à une même catégorie. » (*Code des métiers*, INSEE, 1968). […]

[Le GSP « professions intermédiaires »] comprend des professions ayant connu une forte expansion dans les années 1960 et 1970 (Thévenot,1983) : les « instituteurs et assimilés », les « professions intermédiaires de la santé et du travail social », les « professions intermédiaires administratives de la fonction publique », les « professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises », les « techniciens », les « contremaîtres et les agents de maîtrise ».

Depuis les années quatre-vingt, ces professions sont affectées par une recomposition de l'emploi public, par une croissance significative du secteur privé et par l'élévation du niveau des diplômes. Mais elles restent polarisées. D'un côté, on trouve les professions de la santé, du social et de l'enseignement, qui sont les plus diplômées, les plus féminisées, et dont les origines sociales sont les plus élevées. De l'autre, se situent les contremaîtres, catégorie moins diplômée, plus masculine et d'origine plus populaire. Au milieu, et en plein essor, les trois autres catégories socio-professionnelles (CS) : les autres professions intermédiaires du public, du privé et les techniciens. […]

[Le] groupe socioprofessionnel [des professions intermédiaires] est [donc] polarisé. D'un côté, les professeurs des écoles, instituteurs et assimilés, les professions intermédiaires de la santé et du travail social ont un sentiment d'appartenance à une classe sociale plus souvent orienté vers le « haut ». De l'autre, les techniciens, les contremaîtres et les agents de maîtrise se positionnent fortement vers le « bas ».

Source : Agnès PÉLAGE et Tristan POULLAOUEC, « "Le haut du panier de la France d'en bas "? Le sentiment d'appartenir à une classe sociale chez les membres des professions intermédiaires », *Revue française des affaires sociales*, 2007.

Note : la nomenclature des PCS, établie par l'INSEE, définit 8 groupes socioprofessionnels (GSP). Chaque GSP regroupe plusieurs catégories socioprofessionnelles qui elles-mêmes sont constituées de différentes professions.

DOCUMENT 3

Évolution de l'espérance de vie à 35 ans par sexe pour les cadres et les ouvriers

En années

	Homme cadre	Homme ouvrier	Femme cadre	Femme ouvrier
1976-1984	41,7	35,7	47,5	44,4
1983-1991	43,7	37,3	49,7	46,3
1991-1999	45,8	38,8	49,8	47,2
2000-2008	47,2	40,9	51,7	48,7
2009-2013	49,0	42,6	53,0	49,8

Champ : France métropolitaine.

Lecture : en 2009-2013, l'espérance de vie à 35 ans des femmes cadres est de 53,0 ans.

Source : Nathalie BLANPAIN, « Les hommes cadres vivent toujours 6 ans de plus que les hommes ouvriers », *Insee Première*, INSEE, février 2016.

ÉPREUVE COMPOSÉE - SUJET B

Cette épreuve comprend trois parties :

Partie 1 - Mobilisation des connaissances : il est demandé au candidat de répondre à la question en faisant appel à ses connaissances acquises dans le cadre du programme.
Partie 2 - Étude d'un document : il est demandé au candidat de répondre aux questions en mobilisant ses connaissances acquises dans le cadre du programme et en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse, de collecte et de traitement de l'information.
Partie 3 - Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire : il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- *en développant un raisonnement ;*
- *en exploitant les documents du dossier ;*
- *en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
- *en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

II sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances *(4 points)*

Présentez deux évolutions de la structure socioprofessionnelle française depuis la seconde moitié du XX^{e} siècle.

Deuxième partie : Étude d'un document *(6 points)*

L'effort d'innovation dans différents pays de l'Union européenne

	DIRD[1] en % du PIB (en 2017)	Dépenses publiques d'éducation en % du PIB (en 2016)	PIB/habitant dans l'UE en indice base 100 pour l'UE (en 2017)
Allemagne	3,0	4,5	124
Finlande	2,8	6,6	109
France	2,2	5,4	104
Italie	1,4	3,8	96
Roumanie	0,5	2,6	63
UE	**2,1**	**5,0**	**100**

Source : INSEE, 2020.

1 : Dépense intérieure de recherche et développement (DIRD) : travaux de recherche et développement (R&D) exécutés sur le territoire national quelle que soit l'origine des fonds.

Questions :

1. Comparez les données du document concernant la France et la Roumanie.
(*2 points*)

2. À l'aide des données du document et de vos connaissances, montrez le caractère endogène du progrès technique. *(4 points)*

Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire ***(10 points)***

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que l'engagement politique peut prendre des formes variées.

DOCUMENT 1

Les formes de l'engagement politique[1] en France, en 2003, en %

Je participe à la vie locale de ma commune en faisant partie d'une association	Je fais partie d'une association de défense d'intérêts	Je milite dans un mouvement politique hors parti	Je milite dans un parti politique	Je milite dans un syndicat	Je pratique une activité bénévole
15	11	3	2	7	15

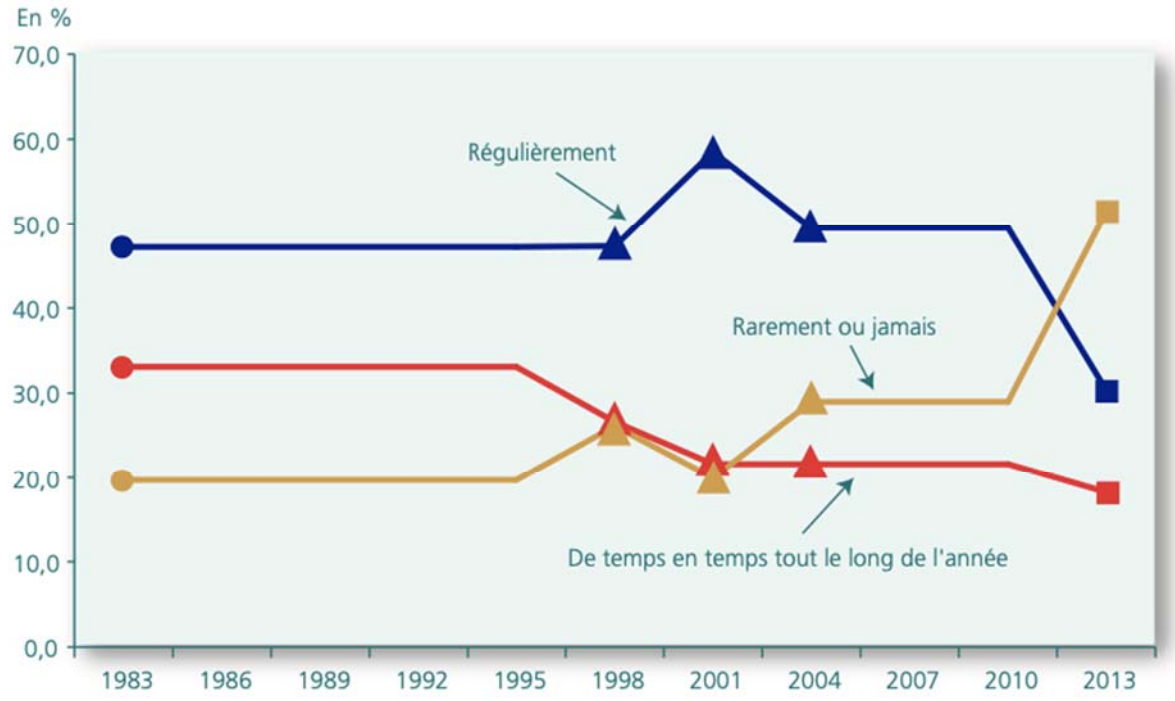
Source : Sandrine NICOURD, « Qui s'engage, aujourd'hui ? Regards sociologiques sur la participation », *Informations Sociales*, 2008.

Champ : Ensemble des individus de 18 ans et plus ayant répondu positivement aux variables relatives aux engagements.

1 : La participation électorale ou le vote ne sont pas pris en compte dans ce tableau.

DOCUMENT 2

Évolution de la participation des salariés syndiqués français aux activités syndicales[1] entre 1983 et 2013, en %



Champ : ensemble des salariés syndiqués de 18 à 65 ans ; France métropolitaine.

Source : « De l'adhérent au responsable syndical. Quelles évolutions dans l'engagement des salariés syndiqués ? », *DARES Analyses*, mars 2017.

1 : Exercer une responsabilité au sein du syndicat, s'impliquer dans des élections professionnelles (voter, par exemple), participer à une négociation collective, participer à une mobilisation collective (faire grève, par exemple) sont les principales activités syndicales auxquelles les syndiqués peuvent participer, au sein de leur entreprise.

DOCUMENT 3

Avec la consommation engagée, la politique s'invite dans le marché. La participation politique ne se limite plus au vote et à la rue : elle se déroulerait désormais également dans les supermarchés, où les individus « votent avec leurs dollars », boycottant des marques ou achetant des produits pour leurs qualités « éthiques » - équitables, bio, durables, etc. […] la consommation engagée soulève tout d'abord la question de l'individualisation de la participation politique ; ou, plus précisément elle questionne les rapports entre participation individuelle et collective […]. Étudier la consommation engagée met au jour le pouvoir toujours plus grand de l'économie et des grandes entreprises. Consommer de manière engagée, c'est résister, contester ce pouvoir. On s'aperçoit alors que les pratiques de consommation critique font partie d'un phénomène plus large de contestation et de moralisation des marchés, au cœur de l'une des transformations majeures du capitalisme contemporain. […] Cela passe soit par le boycott – le refus d'achat pour des raisons « engagées », comme la cause environnementale, animale, et la justice sociale –, soit par le moyen opposé, « l'achat engagé » avec l'objectif de promouvoir une cause politique ou morale. Ce qui renvoie au terme de « *buycott* », mot-valise associant boycott et le verbe *to buy* (acheter, en anglais).

Philip BALSIGER, « La consommation engagée », *in* Olivier FILLIEULE, Florence HAEGEL Camille HAMIDI, Vincent TIBERJ, *Sociologie plurielle des comportements politiques : Je vote, tu contestes, elle cherche*…, Presses de Sciences Po, 2017.